



Le stade de foot Louis-Nicollin doit sortir de terre entre Carrefour Lattes et l'immeuble Le Liner.

PHOTO MONTAGE MHSC

## Des riverains au stade de la mobilisation

### LATTES-PÉROLS

**Tandis que la concertation publique approche, trois collectifs citoyens s'organisent contre des projets immobiliers et la construction du stade de foot Louis-Nicollin.**

L'heure est à l'urgence climatique et sociale. On ne peut pas continuer à couler du béton partout n'importe comment.

La réplique signée Stéphane Herb de l'association Latt'agora a le mérite d'être claire et synthétise la pensée de certains riverains de Lattes ou Pérols. Impliqués dans 3 collectifs\*, ils tentent d'unir leurs forces et d'accentuer leur mobilisation contre des projets immobiliers de grande ampleur dont la concertation publique approche à grands pas (juillet ou septembre).

Deux dossiers sont particulièrement décriés. Dans le prolongement de la requalification de l'avenue Raymond Dugrand où après le pont de l'A709 les vieux algécos seront rasés dans les années à venir, le projet dit de « l'îlot des platanes » fait jaser. Aux confins de Boirargues (commune de Lattes), en face du grand Carrefour Lattes, un immeuble de 14 étages imaginé par un architecte réputé doit être érigé à l'horizon 2025-2026. Le long de l'avenue des platanes, deux autres tours de 10 étages sont prévues. Le maire de Lattes dé-

fend son bébé dont il rappelle qu'il ne date pas d'hier. « Il s'agit d'un bâtiment signal, ce projet est connu de tous. » Cyril Meunier explique qu'il se plie aux nouvelles normes environnementales. « Avec la règle du zéro artificialisation nette, on est obligé de monter en verticalité. » Pas de quoi convaincre Stéphane Herb. « Il faut arrêter avec l'étalement urbain. Construire la ville sur elle-même oui, mais pas avec des tours de 14 étages », critique le militant écologiste, ancien colistier de Jean-Louis Roumégas aux municipales 2020 à Montpellier.

Accusé d'urbanisation massive, Cyril Meunier, à la tête de

**« Ce n'est pas ainsi qu'ils feront du logement social ni baisser les prix des loyers »**

Stéphane Herb, écologiste

Lattes depuis 2001, assume son bilan. « 120 hectares ont été donnés à l'urbanisation avant mon arrivée, à peine 16 Ha depuis. J'ai rendu 83 hectares de terres agricoles qui étaient destinées à être urbanisées », calcule le maire sans étiquette.

Si Cyril Meunier justifie la requalification de l'avenue Raymond Dugrand par « la né-

cessité de construire du logement social », Stéphane Herb est plus que dubitatif. « Le maire veut ses Folies comme Michaël Delafosse à Montpellier. Mais ce n'est pas ainsi qu'ils feront du logement social ni baisser le prix des loyers pour les jeunes. »

### Meunier contre le stade

De l'autre côté du grand Carrefour Lattes doit pousser le stade Louis Nicollin, ses boutiques et son hôtel attenants, projet 100% privé dont la concertation publique devrait débiter après l'été. Craignant un engorgement du lieu proche de l'Arena et du Parc des expos, Cyril Meunier qui veut « préserver la qualité de vie des Lattois » est contre. « Ce projet à 250 millions d'euros n'est pas viable. Ce n'est pas le bon emplacement, il fallait construire le stade à Cambacères comme Philippe Saurel l'avait prévu avec Ode à la Mer. »

Si le stade situé sur la commune voisine de Pérols doit se faire malgré lui, Cyril Meunier exige de la Métropole de Montpellier « un pont sur le Lez et le contournement nord de Lattes ». Deux requêtes pour lesquelles il dit ne pas encore avoir obtenu satisfaction auprès de Michaël Delafosse. Dans tous les cas, « le stade doit rester à la Mosson c'est son cœur historique », estime Stéphane Herb. Et l'écologiste de désespérer des décideurs. « Ils vont quitter une zone inondable pour reconstruire un stade dans une autre zone inondable. »

Rémy Cougnenc

\*Latt'agora ; pour une vie paisible contre le stade ; Groupe des riverains de Boirargues.

## « Les citoyens veulent participer à la décision »



**L'autrice Laure Fayard-Damane vient de publier « Amazon, le tout-puissant ? », où elle décrypte la lutte des habitants de Fournès contre l'installation de la multinationale. Une publication qui vient clore ses deux années d'études à Science Po Aix. Retour sur une lutte fascinante et exemplaire.**

**La Marseillaise : Pourquoi avez-vous choisi de faire du combat contre l'installation d'Amazon à Fournès votre objet d'étude ?**

**Laure Fayard-Damane :** Ce qui intéresse le travail de la recherche en général, c'est de soulever un paradoxe. Or ici, il était excellent : au départ, on a d'un côté quatre militants, et de l'autre une multinationale ultra-puissante dont on pense qu'elle va écraser le tout-petit et qu'elle peut s'installer où elle veut, faire ce qu'elle veut, comme elle le veut... Mais quand on décortique tout ce qui s'est passé, on se rend compte que les tout-petits, ne sont pas si petits, ni si désarmés que ça. Au fil du temps, les rapports de force se sont recomposés.

**Ce que vous dites, c'est que ce n'est peut-être pas aussi simple que l'histoire du « pot de terre contre le pot de fer »...**

**L.F.-D. :** Toute la construction médiatique a tourné autour de cette belle histoire. D'ailleurs les militants en sont conscients et l'ont utilisé, parce qu'en réalité, ils avaient un capital social, culturel et un capital temps - beaucoup de militants étaient à la retraite - important. Et c'est ce discours qui a permis à ce petit village de se retrouver dans un article du New York Time.

**Comment l'avez-vous démontré ?**

**L.F.-D. :** Mon travail a consisté à décortiquer la façon dont les militants ont mobilisé leurs

ressources. Certains d'entre eux étaient aguerris à la lutte, l'un d'eux se dit anarchiste, un autre a fait partie d'Europe Écologie les Verts... Il y avait aussi un ingénieur qui a participé à construire le projet alternatif.

**Il y avait des compétences en somme...**

**L.F.-D. :** Le combat s'est ensuite focalisé sur l'aspect patrimonial, très efficace pour fédérer autour d'un espace commun à préserver. Il produit un effet de responsabilité citoyenne. Et puis il y avait cette volonté de gommer les appartenances politiques. Les militants ne pouvaient pas rester focalisés sur un discours anti-Amazon. Si le collectif voulait grandir, il devait aussi pouvoir fonctionner avec des personnes politiquement positionnées au centre, voire à droite.

**Comment et pourquoi les ONG ont-elles fini par se greffer à la mobilisation ?**

**L.F.-D. :** Les membres du collectif ont identifié les acteurs, construit leur expertise et leur plaidoyer eux-mêmes. Un peu plus tard, ce sont eux qui ont décidé du moment où il fallait faire venir ces ONG, quand ils ont voulu monter en puissance et être un peu plus visibles au niveau national. À ce moment-là, Attac, Les amis de la Terre et d'autres, sont venus apporter ce qu'ils savent faire, dont le grand rassemblement avec les arbres et l'immense banderole en janvier 2021.

**Quel regard portez-vous sur la multiplication des luttes locales ? Contre des projets routiers, contre l'usine Virbac à Garons, ou le parking de Sète...**

**L.F.-D. :** Chaque lutte est unique par son lieu et ses acteurs, mais on retrouve des éléments similaires : le secret, ou l'absence de concertation, l'émotion provoquée par la décision politique, les tentatives de décrédibiliser les militants, la volonté de trouver d'autres ressources pour monter en puissance, et puis cette envie de mener des actions symboliques...

**Partagent-ils aussi un manque de confiance vis-à-vis des politiques ?**

**L.F.-D. :** Dans tous les cas, tous ces projets soulignent à quel point les élus ont une vision de l'action publique qui peut se construire sans les citoyens. Cette vision-là semble arriver à sa limite. Aujourd'hui, les citoyens veulent participer, et être associés à la décision.

**Propos recueillis par Prisca Borrel**